Goodyear : Quand Hollande, candidat, promettait une loi

04/02/2013 à 9h30



En visite à l'usine Goodyear d'Amiens, en octobre 2011, François Hollande promettait une loi pour empêcher les licenciements boursiers. Le moment a été immortalisé dans une vidéo amateur.

La scène se déroule le 14 octobre 2011, à l'usine Goodyear d'Amiens Nord. À deux jours du second tour de la primaire socialiste, le candidat Hollande est venu rencontrer les salariés en lutte pour la sauvegarde de leur emploi. Il drague les électeurs d'Arnaud Montebourg, en position d'arbitre grâce aux 17,19% des votes qu'il a obtenus au premier tour avec un discours inscrit à gauche.

http://www.youtube.com/watch?v=uUTW82YJh0Y

> ***« Je ne suis pas comme [un] autre qui vient devant les travailleurs et leur promet ce qu'il n'est pas capable de tenir après », introduit François Hollande (2'30). « L'État peut fixer les règles », promet-il alors (3'30), « dans les cas de licenciements dont le seul but est boursier, la saisine d'un tribunal doit être possible pour suspendre ce plan et obliger le groupe à revenir dans la négociation. »***

Cette promesse de légiférer contre les licenciements boursiers, intégrée dans le programme du candidat socialiste, est aujourd'hui menacée.

> *Alors que les salariés tentaient, mardi, d'organiser une mobilisation interprofessionnelle pour faire pression sur le*

> *sujet, le gouvernement se cache derrière les « accords pour la compétitivité et la sécurisation du travail », conclus le 11 janvier entre des syndicats de patrons et de salariés.*

« Il ouvre la possibilité aux instances représentatives du personnel au sein des entreprises d'être associées beaucoup plus en amont que par le passé à toutes les décisions prises par la direction », se réjouissait lundi sur RMC et BFM la porte-parole du gouvernement, Najat Vallaud-Belkacem. L'accord prévoit une réforme des procédures de licenciement économique qui suffira, selon le gouvernement, à empêcher les licenciements boursiers.

> ***Aucune loi sur le sujet n'est donc pour l'heure inscrite au calendrier de la majorité, ni au gouvernement ni au Parlement. « Les licenciements boursiers n'étaient pas légaux et ne le seront pas plus demain puisque le contrôle du motif économique va continuer », justifie un membre du gouvernement cité lundi par Les Échos, même si Najat Vallaud-Belkacem estime qu'il « n'est pas exclu d'aller plus loin », que l'accord sur l'emploi.***

La direction de Goodyear a confirmé ce jeudi matin la fermeture de son usine d'Amiens Nord et la suppression de 1173 postes.

> ***Réunis deux jours plus tôt devant le ministère du Travail avec les salariés de Renault et PSA Peugoet-Citroën notamment, les salariés de Goodyear s'estimaient déjà « trahis » par le chef de l'État. « On a tous voté pour lui. Il nous a bien baisés », lâchait un salarié en promettant de « tout brûler ».***

Politis